

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Donc, du 26 au 28 février, se tiendront des assises nationales autour de la stratégie industrielle concoctée en vase clos par le ministère de Temmar et normalement enrichie et adoptée par le gouvernement. Cerise sur le gâteau, ces assises doivent adopter des résolutions. Comme un congrès. En trois jours, des femmes et des hommes venus d'horizons divers et ayant des intérêts tout à fait légitimes mais très différents à défendre doivent s'entendre sur une stratégie industrielle nationale. A part les rédacteurs de cette stratégie, personne n'en connaît les fondements doctrinaux, les références théoriques, les principes directeurs. Après toutes les déclarations publiques du ministre affichant son parti-pris libéral, son opposition au secteur public, son animosité à la notion de secteur ou d'entreprise stratégiques, il est légitime de se poser quelques questions de base. La première reste bien sûr celle de savoir s'il s'agit de se prononcer sur un catalogue des secteurs, des filières ou des branches classiques de toute activité industrielle pour lesquels le gouvernement prévoit une répartition territoriale ; des aides, des incitations ou même des impulsions tout en restant sur la base du dogme libéral de la non-intervention de l'Etat dans l'acte d'investissement industriel et productif. Nous passerions alors d'un libéralisme aveugle à l'usage tiers-mondiste et des pays dominés, pilotés à vue, à un libéralisme doté d'un tableau de bord mais continuant à quémander des investissements directs étrangers qui ne viendront pas de toutes les façons puisque nous offrons 144 milliards de dollars sur un plateau d'argent dans la relance économique et les infrastructures de base en plus d'un marché ouvert par la grâce de l'accord d'association avec l'UE et bientôt avec l'adhésion à l'OMC.

Evidemment, le débat et l'échange avec les opérateurs économiques sont préférables au silence des salles de réunion fermées à toute communication. Cela ne veut pas dire que les responsables ont pris conscience qu'on ne peut gérer des réalités aussi complexes en ignorant la société et les courants qui s'y développent. Aux organisations sociales de faire en sorte que ce débat devienne réel et sincère, qu'elles s'efforcent de redonner à l'Etat un rôle plus actif dans la défense de nos intérêts nationaux et dans l'investissement industriel, qu'elles fassent reculer les dogmes du libéralisme sauvage et de ses orientations.

M. B.

ABOUDJERRA NE PRETE QU'AUX RICHES

Le chef du MSP aurait instruit des structures de son parti, à l'intérieur du pays, afin de faire financer la campagne électorale des législatives par les candidats eux-mêmes. Ce qui, dit-on, n'a pas manqué de provoquer l'ire de la base islamiste, notamment les candidats potentiels, qui accusent Aboudjerra Soltani de vouloir privilégier «la richesse au détriment de la compétence».



Le filon Khalifa



Certains semblent avoir trouvé le filon pour se faire un peu d'argent grâce à Moumen Khalifa, dont le procès se déroule actuellement au tribunal de Blida. Ainsi, des CD contenant la récente interview du golden boy à la chaîne Al Jazira, ainsi que le reportage qui lui avait été consacré il y a quelque temps par Canal Plus ont fait leur apparition ces derniers jours dans les marchés algérois. Le tout proposé à 200 DA, a-t-on pu constater.

La Direction de la culture sans tête à Béjaïa



La Direction de la culture est sans "tête" depuis plusieurs années à Béjaïa. En effet, la vacance du poste après la "démission" de l'ancien directeur de la culture dans la capitale des Hammadites, actuellement maire RND d'une municipalité de la vallée de la Soummam, n'a pas été à ce jour pourvue par le département de Khalida Messaoudi et ce, malgré un nombre important de candidatures.

Boomerang

«Dans la rubrique Periscope, votre journal a annoncé que le car-ferry *Tassili II* a failli couler à la suite d'une voie d'eau au niveau de la salle des machines.

Il ajoute que suite à cet événement, le planning des dessertes notamment celui de la saison estivale sera remis en cause.

Tant dans son titre que dans ses conclusions, l'article relate l'événement d'une manière totalement erronée.

En premier lieu, et comme précisé du reste dans l'article, le navire était au port de Gênes. Il ne pouvait donc pas couler compte tenu du tirant d'eau à quai et des moyens dont disposent le port et le chantier de réparation de Gênes auprès duquel le navire doit subir son arrêt technique annuel.

En deuxième lieu, la saison estivale est trop éloignée pour être remise en cause par des réparations dont les délais ne seront en tout état de cause connus qu'une fois déterminés d'une manière précise les travaux de remise en état du navire.»

Le directeur de l'ENTMV

Contre-boomerang

Nos lecteurs auront certainement remarqué que ce démenti n'en est pas un. *Le Soir d'Algérie* n'est pas le seul à avoir donné cette information. Cela a été publié également par l'agence de presse officielle italienne, ANSA et d'autres médias italiens.

Ils ont aussi affirmé que le *Tassili II* a failli couler n'était l'intervention des vedettes de la capitainerie après que l'alarme eut été reçue par la salle opérationnelle de la capitainerie du port.

Des agents du feu et des plongeurs sont intervenus aussi avec une barque dotée de pompe d'assèchement. De surcroît, selon les agences italiennes, un bateau dépolluant des services écologiques a été dépêché sur les lieux. Pour ce qui est du planning des dessertes, il faudra attendre les résultats de la commission d'enquête installée suite à cet incident.

le HIC
lehic.dz@hotmail.com

